

PRÉFET DE L'ORNE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Alençon, le 24 juin 2013

Unité territoriale de l'Orne  
Cité Administrative - Place Bonet  
CS 40020  
61013 ALENCON CEDEX

Nos réf. : 2013.276

Tél. : 02 33 32 50 93 - Fax : 02 33 32 51 13

Courriel : [uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr)

---

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

---

**OBJET** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Examen du bilan décennal, transmission datée du 18 décembre 2012  
Examen des déclarations d'antériorité faites par l'exploitant suite aux révisions de la nomenclature  
Examen de la déclaration de mise en place d'une nouvelle chaudière gaz, courrier du 29 avril 2013

**DEMANDEUR** : Société d'Exploitation des Sources Roxane

**Adresse postale** : BP 100  
61003 Alençon Cédex

**Site concerné** : Le Clos des Sources  
61420 La Ferrière-Bochard

**Glossaire**

IPPC : prévention et contrôle intégrés de la pollution

BREF : Best references

MTD : meilleures technologies disponibles

BATAELs : niveaux d'émission associés à la mise en œuvre des MTD

**1. Objet**

Le présent rapport a pour objet :

- ✓ l'analyse du bilan de fonctionnement produit par la société d'exploitation des sources ROXANE à LA FERRIERE-BOCHARD en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, pris pour l'application

de la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et au contrôle intégrés de la pollution (directive IPPC).

Le bilan de fonctionnement a pour objet principal d'analyser les performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux performances des [meilleures techniques disponibles](#). Le but est de déterminer des mesures visant à une diminution significative des consommations et des émissions à un coût économiquement supportable pour l'exploitation.

- ✓ La prise en compte des demandes de bénéfice d'antériorité des 22 juin 2011 et 21 juillet 2011.
- ✓ Le traitement de la déclaration de mise en place d'une nouvelle chaudière faite par courrier du 29 avril 2013.
- ✓ La régularisation du classement des entrepôts 1510 sous le régime de la déclaration suite au constat réalisé lors d'une inspection du 24 avril 2013

## **2. Présentation du site**

La Société d'Exploitation des Sources Roxane s'est implantée sur le site de La Ferrière Bochard en 1954. Au départ, l'entreprise n'occupait qu'une maison dans le centre du bourg. L'activité a ensuite été déplacée dans un local plus grand, toujours dans le bourg de La Ferrière Bochard.

Au fil des ans, Roxane a continué de faire croître son activité par croissance interne et externe. C'est aujourd'hui une société anonyme comptant une trentaine d'usines d'embouteillage d'eau de source ou minérale, plate ou gazéifiée ou de boissons rafraîchissantes sans alcool en Europe de l'Ouest. Malgré une forte progression de son activité de 2002 à 2006 (de plus de 40% du CA), la production de la société reste limitée par la ressource en eau potable de chaque site.

L'activité initiale du site de La Ferrière Bochard, qui résidait dans la préparation et l'embouteillage d'eau gazéifiée, a été abandonnée pour des raisons de qualité médiocre de l'eau gazéifiée finalement produite. Aujourd'hui, l'activité s'est déplacée vers la préparation et l'embouteillage de boissons rafraîchissantes non alcoolisées (limonades, colas, boissons plates à base de thé, ...). Les produits ainsi préparés sont conditionnés de plusieurs façons : en bouteilles et en fûts de diverses capacités.

La production annuelle s'est élevée à 277 millions de litres en 2009, elle était de 287 millions de litres en 2006. L'utilisation de bouteilles en verre ayant été abandonnée pour des raisons de manque de rentabilité, l'embouteillage des boissons préparées nécessite maintenant, de façon connexe, la présence sur le site d'une activité importante de fabrication de bouteilles vides en plastique par soufflage.

L'ensemble des installations qui sont exploitées par la société d'Exploitation des Sources Roxane sur son site de La Ferrière-Bochard relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique et alinéa		AS, A, E, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2253	1	A	<b>Boissons</b> (préparation, conditionnement de) bière, jus de fruits, autres boissons, à l'exclusion des eaux minérales, eaux de source, eaux de table et des activités visées par les rubriques 2230, 2250, 2251 et 2252. La capacité de production étant supérieure à 20 000 litres par jour (20 m³/jour).	Embouteillage de boissons : 350 000 m³/an	Capacité de production	> 20	m³/jour	1 500	m³/jour
2661	1.a	A	<b>Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :  - Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 tonnes par jour.	Injection : 30,4 Soufflage : 80,4 Chauffage de films : 10  Total : 120,8 tonnes par jour	Quantité de matière traitée	≥ 10	t / jour	120,8	t / jour

Rubrique et alinéa		AS, A, E, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2752	/	A	<b>Station d'épuration mixte</b> (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène.	Total : 14 000 équivalents-habitants	Capacité nominale de traitement	$\geq 10\,000$	Eq.hab	14 000	Eq. hab
1412	2.b	D	<b>Gaz inflammables liquéfiés</b> (stockage en réservoirs manufacturés de) à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : - Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. - La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t.	1 citerne de propane : 32,2 t 1 citerne de propane : 7,5 t Total : 39,7 tonnes	Quantité totale présente	$> 6$ $< 50$	tonnes	39,7	tonnes
1414	3	D	<b>Gaz inflammables liquéfiés</b> (installation de remplissage ou de distribution de) : - Installation de remplissage de réservoir alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Distribution de propane	/	/	/	/	/
1432	2.b	D	<b>Liquides inflammables</b> (stockage en réservoirs manufacturés de) : Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	FOD : 30 m <sup>3</sup> (aérien) Gazole : 40 m <sup>3</sup> (aérien) Capacité totale équiv. : 14 m <sup>3</sup>	Capacité équivalente	$> 10$ $\leq 100$	m <sup>3</sup>	14	m <sup>3</sup>
1435	3	D	<b>Stations-service</b> : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup>	Volume annuel : GO : 186 m <sup>3</sup> FOD : 64 m <sup>3</sup> Total : 250 m <sup>3</sup>	Volume annuel de carburant	$> 100$ $\leq 3500$	m <sup>3</sup>	250	m <sup>3</sup>
1532	2	D	<b>Bois sec</b> ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> .	Palettes en bois Total : 1110 m <sup>3</sup>	Volume stocké	$> 1000$ $\leq 20\,000$	m <sup>3</sup>	1110	m <sup>3</sup>
2662	3	D	<b>Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : - Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Granulés de PET : 435 m <sup>3</sup>	Volume stocké	$\geq 100$ $< 1\,000$	m <sup>3</sup>	435	m <sup>3</sup>
2663	2.c	D	<b>Pneumatiques et produits</b> dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : - Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> .	Bouchons, étiquettes, préformes, bouteilles, films, intercalaires, housses Quantité totale : 5 900 m <sup>3</sup>	Volume stocké	$\geq 1000$ $< 10\,000$	m <sup>3</sup>	5 900	m <sup>3</sup>

Rubrique et alinéa		AS, A, E, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2910	A.2	D	<b>Installations de combustion</b> Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	Combustion propane : - Chaudières 4200 kW et 1355 kW - Housseuses palettes 1340 kW - Aérothermes 184 kW Combustion FOD : - Groupe électrogène 1000 kW	Puissance thermique maximale	> 2 < 20	MW	8	MW
2921	2	D	<b>Refroidissement</b> par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation de) Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	7 condenseurs évaporateurs de l'installation frigorifique	/	/	/	/	/
1510	3	DC	<b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) Le volume des entrepôts étant : supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	Bâtiment de stockage produits finis U2 (13000 m³) U4 et U17 (12000 m³) U8 (8550 m³)				33550	m³
1530	/	NC	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public : La quantité stockée étant inférieure à 1000 m³.	Total : 630 m³	Quantité stockée	< 1 000	m³	< 1 000	m³
1611	/	NC	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, phosphorique, sulfurique à plus de 25 %, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparations à base d'acide acétique et d'anhydride acétique (emploi ou stockage de) : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	acide chlorhydrique à 75% : 6,9 t acide nitrique à 30% : 1,4 t acide phosphorique à 30% : 0,2 t Total : 8,5 t	Quantité totale présente	< 50	t	8,5	t
1630	B	NC	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) : - Emploi ou stockage de lessives de soude, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Stockage de lessive de soude à 30% : 2,65 t	Quantité totale présente	< 100	t	2,65	t
2160	/	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : - le volume total de stockage est inférieur à 5000 m³	1 silos de sucre : 140 m³	Volume total	< 5000	m³	140	m³
2925	/	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.	10 chargeurs, puissance totale de 25 kW	Puissance maxi	< 50	kW	25	kW

(1) AS : Autorisation avec servitudes ; A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; NC : Non Classée

Il relève de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 pour la rubrique suivante :

- 2253 : (**Boissons** (préparation, conditionnement de) bière, jus de fruits, autres boissons, à l'exclusion des eaux minérales, eaux de source, eaux de table et des activités visées par les rubriques 2230, 2250, 2251 et 2252. La capacité de production étant supérieure à 20 000 litres par jour (20 m<sup>3</sup>/jour)..

### **3. Analyse du bilan de fonctionnement**

Le BREF applicable au titre de la rubrique IPPC principale est le BREF industries alimentaires, des boissons et laitières. En complément les BREFS : « systèmes de refroidissement industriel » et « efficacité énergétique seront examinés.

#### **3.1. Complétude du bilan**

##### **3.1.1. Analyse du fonctionnement de l'installation sur la décennie passée :**

Ce chapitre est correctement traité, hormis la conformité à l'arrêté d'autorisation qui n'est que partiellement traité les différents points attendus y figures (synthèse de la surveillance des émissions, évolution des flux de polluants et de déchets, analyse de l'impact sur l'air, l'eau, les sols, résumé des accidents et incidents, bilan des investissements en matière de prévention des pollutions.

En ce qui concerne le respect de l'arrêté d'autorisation, l'inspection a mené un travail de mise à jour en 2010 qui a conduit à l'arrêté préfectoral du 16/07/2010, imposant des prescriptions complémentaires qui bénéficiaient encore de dispositions transitoires au moment de la remise du bilan décennal, ce qui rendait l'exercice assez complexe.

Toutefois, en ce qui concerne le bruit, l'arrêté du 16/07/2001 imposait déjà à l'exploitant une campagne de mesure des niveaux d'émission sonore avec une périodicité de 3 ans, or le bilan de fonctionnement 2000-2010 réalisé en novembre 2011 spécifie que les dernières mesures datent de 2005.

Lors d'une visite d'inspection le 25 avril 2013, il a été demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure de bruit conformément à son arrêté d'encadrement.

##### **3.1.2. Bilan des modifications :**

L'évolution des installations classées sur la période décennale a été traitée lors de la mise à jour de juillet 2010; l'exploitant a repris le tableau de l'arrêté d'autorisation actualisé en signalant une modification de la puissance de la chaudière, modification qui sera pris en compte dans le projet d'arrêté ci-joint.

Depuis des modifications de la nomenclature sont intervenues et seront prises en compte dans le tableau récapitulatif des rubriques de l'arrêté modificatif.

Après la remise du bilan de fonctionnement de nouvelles modifications sont intervenues et seront traitées dans un chapitre suivant

##### **3.1.3. Comparaison aux meilleures technologies disponibles :**

Le bilan de fonctionnement contient une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux performances des meilleures technologies disponibles.

Cette analyse est détaillée au §3.2 du présent rapport.

##### **3.1.4. Améliorations envisagées par l'exploitant :**

L'exploitant propose des mesures pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation sur la base des meilleures technologies disponibles, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes. Ces mesures sont détaillées au §3.2 du présent rapport.

#### 3.1.5. Mesures envisagées en cas de cessation définitive de toutes les activités :

L'exploitant propose de remettre en état les lieux pour un usage industriel tel que défini dans les documents d'urbanisme.

### 3.2. Comparaison aux MTD

(  
**Industries alimentaires, des boissons et laitières**

#### **MTD Générales pour l'ensemble du secteur d'activité**

Général : les dispositions mises en œuvre dans l'établissement sont satisfaisantes et ne nécessitent pas de prescription supplémentaires, l'exploitant devra s'attacher à respecter les échéances réglementaires prescrites,

Management environnemental : pas d'observations

Collaboration avec les partenaires amont et aval : pas d'observations

Nettoyage des équipements et installations : pas d'amélioration identifiée

Limitation des émissions atmosphériques : amélioration réalisée par le remplacement des chaudières au fioul lourd par des chaudières gaz

Traitement des effluents : de nombreux investissements ont été réalisés pour la limitation et la maîtrise des impacts :

- prélèvement dans la Sarthe en période de faible débit du Sarthon,
- augmentation des performances de la station d'épuration, puis ajout d'une séparation membranaire des boues
- rejets des eaux épurées reporté sur la Sarthe au lieu du ruisseau du Roglain
- bassin tampon des rejets de régénération de décarbonatation et d'adoucissement et des rejets de lavage des filtres,
- ...

Rejets accidentels : l'étude de dangers réalisée et la mise à jour des prescriptions réalisées en 2010 permet de répondre aux MTD.

#### **MTD additionnelles pour certains procédés et activités**

Réception/répartition des matières : sans observations

Conditionnement : limitation de la masse des emballages et le PET est recyclable à 100 %

Production et consommation d'énergie : Pas d'amélioration identifiée

Consommation d'eau : L'arrêté du 16/07/2010 impose la mise en place de compteurs intermédiaires ou de dispositifs analogues au niveau des différentes installations consommatrices d'eau ou à défaut, une étude technico-économique pour justifier l'impossibilité de mise en place de ces dispositifs, l'étude technico-économique faite en interne par l'exploitant ne correspond pas aux attentes de l'inspection .

Systèmes à air comprimé : pas d'observation

Système à vapeur : l'exploitant précise que pour éviter les pertes de vapeur de détente au retour du condensat, une étude est en cours, l'inspection est en attente de celle-ci .

L'analyse du bilan de fonctionnement montre un site globalement bien positionné par rapport aux meilleures technologies disponibles. Toutefois concernant les consommations d'eau, la démonstration donnée par l'exploitant

que les investissements nécessaires ne sont pas économiquement viables pour l'entreprise dans l'analyse technico-économique, transmise par courrier du 29 novembre 2011, n'est pas suffisamment étayée,

L'estimation des coûts faite apparemment en interne nous paraît prohibitive.

Dans ces conditions, le projet d'arrêté joint propose l'actualisation de certaines prescriptions applicables à l'installation :

- modification de certaines échéances de l'arrêté du 16/07/2010
- ajout d'une étude technico-économique, réalisée par un tiers soumis à l'approbation de l'inspection, concernant le suivi des consommations d'eau afin d'identifier les postes susceptibles de faire l'objet d'une surveillance plus poussée pour aboutir si possible à une réduction des prélèvements d'eau

#### **4. Avis sur les demandes d'antériorité**

Par courriers du 14 juin 2011 et 21 juillet 2011 au préfet de l'Orne, l'exploitant a demandé le bénéfice d'antériorité concernant les rubriques 2920-2a (installations de réfrigération ou de compression), 2663-2c (stockage de pneumatiques et produit dont 50% au moins de la masse unitaire est composée de polymère) et 1530 (dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues).

Ces demandes avaient fait l'objet d'un échange avec l'exploitant et une réponse y avait été apportée par courrier 2 septembre 2011 suite à une visite d'inspection du 23 août 2011.

En effet, suite à une modification de la nomenclature, intervenue en décembre 2010 postérieurement à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010, les installations de réfrigération ou de compression ne sont plus classables. Toutefois, s'agissant d'installations connexes à d'autres activités classables, il n'y a pas lieu de modifier les prescriptions techniques. Par contre le tableau de classement doit être modifié.

En revanche, les rubriques 2663 et 1530 de la nomenclature des installations classées, ayant été modifiées en avril 2010, l'inspection avait déjà pris en compte ces nouvelles rubriques lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010. En particulier, la rubrique 1530 a été scindée en deux nouvelles rubriques 1530 (dépôt de papier, carton...) et 1532 (dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues).

Le projet d'arrêté joint propose donc l'actualisation du tableau de classement.

#### **5. Avis sur le dossier de déclaration d'une nouvelle chaudière gaz**

Par courrier du 29 avril 2013, l'exploitant suite à une demande lors d'une visite d'inspection, à porter à connaissance de Monsieur le Préfet, conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement, de l'installation d'une nouvelle chaudière vapeur fonctionnant au gaz.

L'ajout de cette nouvelle chaudière de 1355 kW ne changera pas le régime de classement du site pour la rubrique 2910, le site restera sous le régime de la déclaration.

L'augmentation de la puissance installée ne nécessite pas d'étude d'impact complémentaire s'agissant de l'ajout d'une chaudière gaz, par contre l'ajout d'une chaudière, impose une mise à jour des prescriptions d'encadrement de l'arrêté préfectoral au § 3.2 et 12.2.

Le projet d'arrêté joint propose donc ces ajustements.

#### **6. Avis sur le classement sous la rubrique 1510**

Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2013, l'inspection a questionné l'exploitant sur les capacités de stockage de produits finis des entrepôts dits produits finis du site, par courrier du 6 mai 2013, l'exploitant a adressé à l'inspection un bilan en m3 et en tonnage.

Ce bilan fait apparaître que le site est soumis à déclaration sous la rubrique 1510, le projet d'arrêté ci-joint propose des prescriptions afin d'encadrer ces stockages.

L'exploitant consulté par mail sur le projet de prescriptions, a demandé des aménagements compte tenu de l'existence des locaux et la difficulté à les mettre en conformité,

L'inspection n'a donné suite à sa demande que sur les dispositions constructives difficilement réalisables.

### **7. Suites administratives proposées**

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à Monsieur le Préfet de l'Orne d'imposer à l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, les prescriptions reprises dans le projet joint au présent rapport.